

A C T S

PASSED BY THE FIRST GENERAL ASSEMBLY

OF THE

STATE OF LOUISIANA,

AT ITS

FIRST AND SECOND SESSIONS,

HELD AND BEGUN IN THE CITY OF NEW ORLEANS,

ON THE 4th OF OCTOBER, 1864.

PUBLISHED BY AUTHORITY.

NEW ORLEANS:
W. R. FISH, STATE PRINTER.
1865.

ACTES

PASSÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE

L'ÉTAT DE LA LOUISIANE,

PREMIÈRE ET SECONDE SESSION,

TENUE ET COMMENCÉE DANS LA VILLE DE LA NLE-ORLÉANS,

LE 4^{me} JOUR D'OCTOBRE, 1861.

PUBLIÉS PAR AUTORITÉ.

NOUVELLE-ORLÉANS:

W. R. FISH, IMPRIMEUR D'ÉTAT.

1865.

Congressionnels, comme suit, et les électeurs qualifiés de chaque district choisiront un Représentant : Le Premier District Congressionnel comprendra les paroisses de St. Bernard et Plaquemines, la rive droite de la paroisse d'Orléans, les Neuvième, Huitième, Septième, Sixième et Cinquième Districts Représentatifs de la paroisse d'Orléans et cette partie du Quatrième District Représentatif de la paroisse d'Orléans qui est comprise entre les rues St. Louis, Ramparts et Canal et le Lac Pontchartrain. Le Second District Congressionnel comprendra cette partie du Quatrième District Représentatif de la paroisse d'Orléans comprise entre les rues St. Louis, Ramparts et Canal et la rivière Mississippi, les Troisième, Second et Premier Districts Représentatifs de la paroisse d'Orléans et cette partie du Dixième District Représentatif de la paroisse d'Orléans connue et désignée par les statuts existants comme le Dixième Ward de la ville de la Nouvelle-Orléans. Le Troisième District Congressionnel comprendra cette partie du Dixième District Représentatif de la paroisse d'Orléans qui est connu et désigné comme le Onzième Ward de la ville de la Nouvelle-Orléans et les paroisses de Jefferson, Washington, St. Tammany, St. Helena, Livingston, St. Charles, St. Jean-Baptiste, St. Jacques, Ascension, Est Bâton-Rouge, Est Féliciana, Ouest Féliciana, Terrebonne et Lafourche. Le Quatrième District Congressionnel comprendra les paroisses Natchitoches, Sabine, Rapides, Calcasieu, St. Landry, Vermillion, Avoyelles, Pointe Coupée, Lafayette, St. Martin, Ouest Bâton-Rouge, Iberville, Assomption et St. Marie. Le Cinquième District Congressionnel comprendra les paroisses Bossier, Claiborne, Union, Morehouse, Carroll, Bienville, Jackson, Ouachita, Caldwell, Franklin, Madison, Tensas, Concordia, Catahoula, Winn, Caddo et de Soto.

SEC. 2. *Décrètent de plus, etc.*, Cet Acte sera en force et vigueur de la date de sa passation.

SIMEON BELDEN,

Orateur de la Chambre des Représentants.

LOUIS GASTINEL,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 4 avril 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :

S. WROTNOWSKI,

Secrétaire d'Etat.

No. 55.]

ACTE

Pourvoyant à l'Augmentation des Revenus de l'Etat et aux Moyens de payer l'intérêt sur la dette de l'Etat.

SECTION 1. *Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent*, Une taxe annuelle sera imposée et collectée de chaque personne exerçant les métiers, professions ou occupations suivantes : Taxe annuelle.

1. Les bouchers ou trafiquants en viandes, légumes, fruits et poissons, table où le café et le manger se débitent, les trafiquants aux marchés en quelque genre que ce soit, les bottiers et cordonniers, tailleurs, boutiques de barbiers, marchands de lait, ventouseurs et Prix des licences.

- Printing.** 2. From each and every proprietor of a printing office doing job work, retail merchant, dealer or trader not selling spirituous or malt liquors, keeper of a storage or carriage warehouse, contractor or sub-contractor, working less than ten hands, the sum of fifteen dollars, as license.
- Warehouses.**
- Contractors.**
- Manufactories.** 3. From each and every person keeping a saw mill, sash, blind or cistern manufactory, or planing mill, the sum of twenty dollars, as license.
- Picture Galleries** 4. From each and every proprietor of a picture gallery, where any kind of pictures are taken by the action of light; from every notary public, pension or prize-money agent, tannery, soap or candle manufactory, retail grocery and confectionery stores, where liquors are sold in not less quantities than an ordinary wine-bottle or quart, the sum of twenty-five dollars, as license.
- Agents.**
- Contractors.** 5. From each and every contractor or sub-contractor, employing more than ten hands, lessees of the revenues of all markets, proprietors of a foundry or machine shop, stevedore, ship or steamboat agent, cotton press, cotton pickery, and from every keeper of a private hospital, the sum of thirty dollars, as license.
- Markets.**
- Professions and Establishments.** 6. From each and every attorney and counselor-at-law, civil engineer or surveyor, physician, dentist, apothecary or druggist, undertaker; from every keeper of a sugar or molasses refinery, beer saloon where no spirituous liquors are sold; on each and every billiard table or bowling alley, (not kept for the exclusive use of the owner or his family,) pistol gallery, job boat, factor, commission merchant, or broker; from each and every auctioneer the sum of fifty dollars, as license.
- Drinking Shops.** 7. From each and every keeper of a brewery, restaurant, coffee-house, barroom or cabaret; every adjuster of averages, wholesale merchant or trader, and every merchant doing both a wholesale and retail business, every fortune-teller, astrologer, clairvoyant or spiritualist, every proprietor of a theatre, circus, amphitheatre, menagerie, or museum, express company or agency, the sum of one hundred dollars, as license.
- Fortune Tellers.**
- Pawnbrokers and Game Shops** 8. From each and every pawnbroker and lender of money on deposit, every keeper of a race-course, junk-shop, or cock-pit, the sum of two hundred and fifty dollars, as license.
- Distilleries, Exchange Dealers.** 9. From each and every proprietor of a distillery of spirituous liquors or alcoholic liquors, from every exchange dealer or money broker, the sum of two hundred and fifty dollars, as license.
- Insurance Companies under this State.** 10. From each and every insurance company incorporated by the laws of this State, and transacting an insurance business herein, the sum of five hundred dollars, as license.
- Insurance Companies not incorporated here.** 11. From each and every insurance company, or agency doing business under the above heading, and not incorporated by the laws of this State, the sum of one thousand dollars, as license.
- Bankers.** 12. From each and every banker, banking company, or agency, not incorporated by the laws of this State, the sum of one thousand dollars, as license.
- Hotels.** 13. The license on hotels, taverns, or boarding-houses shall be

poseurs de sangsues, forgerons, la somme de dix piastres comme licence.

2. Les propriétaires d'imprimeries faisant le job work, marchands au détail, trafiquants ou marchands ne vendant pas de liqueurs spiritueuses ou de houblon, les personnes tenant des magasins d'entrepôts, pour marchandises ou pour voitures, contracteurs et sous-contracteurs employant moins de dix ouvriers, la somme de quinze piastres comme licence.

3. De chaque personne tenant un moulin à scie, une manufacture de chassis ou persiennes, ou un moulin à planches, d'embouvetage, vingt piastres comme licence.

4. De chaque propriétaire de galeries de portraits où les portraits sont pris par l'action de la lumière, de chaque notaire public, agent de pensions ou d'argent de prises, tannerie, manufacture de savon et de chandelles, épicier en détail, confiserie où les liqueurs ne sont pas vendues en moindre quantité qu'une bouteille ou un quart de bouteille, la somme de vingt-cinq piastres comme licence.

5. De chaque contracteur ou sous-contracteur employant plus de dix ouvriers, le preneur des revenus des marchés, les propriétaires de fondries ou boutiques à machines, les arrimeurs, agents de navires ou de bateaux à vapeur, les presses à coton, et les piqueries, de chaque personne tenant un hôpital privé, la somme de trente piastre comme licence.

6. De chaque avocat ou conseiller légal, ingénieur civil ou arpenteur, médecin, dentiste, apothicaire, droguiste, entrepreneur de pompes funèbres, de toute personne tenant une raffinerie de sucre ou de mélasse, de tout salon de bière où il ne se vend pas de liqueurs spiritueuses, sur chaque billard ou allée à jouer les quilles (qui ne sont pas à l'usage privé du propriétaire ou de sa famille), chaque tir au pistolet, *job book*, facteur, marchand commissionnaire, courtier, de chaque encanteur, la somme de cinquante piastres comme licence.

7. De chaque personne tenant une brasserie, restaurant, café ou cabaret, chaque expert d'avaries, marchand en gros ou fabricant, sur chaque marchand faisant des affaires en gros et en détail, chaque nécromancien, astrologue, clairvoyant ou spiritualiste, chaque propriétaire de théâtre, cirque ou hypodrome, ménagerie ou musée, chaque compagnie d'express ou agence, la somme de deux cent cinquante piastres comme licence.

8. De chaque prêteur sur gages, prêteur d'argent sur dépôts, chaque personne tenant une course pour les chevaux, chaque boutique de ferraille, cock-pit, la somme de deux cent cinquante piastres comme licence.

9. De chaque propriétaire de distillerie, de liqueurs spiritueuses ou alcooliques, de chaque courtier de change ou d'argent, la somme de deux cent cinquante piastres, comme licence.

10. De chaque compagnie d'assurance incorporée par les lois de l'État et faisant les affaires d'assurance, la somme de cinq cents piastres comme licence.

11. De chaque compagnie d'assurance ou agence faisant les affaires sous ce titre, mais non incorporées par les lois de l'État, la somme de mille piastres comme licence.

12. De chaque banquier, compagnie de banque ou agence non-incorporées par les lois de cet État, la somme de mille piastres comme licence.

13. La licence sur les hôtels, tavernes, pensions, sera graduées

Imprimerie-
marchands-
magasins de
dépot-
contracteurs.

Manufactures.

Galleries de
portraits.

Agents.

Contracteurs-
marchés,

Professions et
établissements.

Cafés.

Clairvoyants

Prêteurs sur
gages-

Distilleries

Compagnies
d'Assurances

Compagnies
d'Assurances
non-incorporés

Banquiers.

Hotels.

graduated *pro rata* to the number of boarders and lodgers that they are prepared to accommodate therein, at the rate of fifty cents per annum for each lodger.

Exceptions.

And no keeper of a hotel, tavern or boarding house shall pay less than ten nor more than two hundred dollars per annum.

And no keeper of a boarding house entertaining less than ten boarders or lodgers shall be subject to pay any license.

From each and every person having more than one store, warehouse, livery stable, shop, cotton press, cotton pickery, or other establishment, or who shall exercise or follow more than one profession, trade or business, shall pay the license upon each separately.

Peddlers.

Peddlers shall be classified and rated as follows, to-wit:

When traveling with more than two horses, the first class, and shall pay twenty dollars for each license.

When traveling with two horses, the second class, and shall pay eighteen dollars for each license.

When traveling with one horse, the third class, and shall pay ten dollars for each license.

When traveling on foot, the fourth class, and shall pay five dollars.

Property exempted.

SEC. 2. *Be it further enacted, &c.*, That the following property shall be exempt from taxation:

All lands and lots of ground, with their buildings, improvements, and structures thereon, and all other property belonging to the United States, to this State, or any parish in this State.

Town property.

Town halls, council chambers, market houses, and all other public structures and edifices, and all public squares and lots kept open for health, use or ornament, belonging to any city, town or village in this State.

Colleges.

Colleges, school houses, and other buildings for the purposes of education, and their furniture, apparatus, and all equipments, and the lots thereto appurtenant and used therewith, so long as the same shall be used for that purpose only.

Hospitals, Asylums, and Institutions.

Public hospitals, asylums, poor houses, Masonic and Odd Fellows' lodges, and all other charitable institutions for the relief of indigent and afflicted persons, and the lots appurtenant thereto, with all their furniture and equipments, so long as the same shall be used for that purpose only.

Churches.

Churches, chapels, and other public buildings for religious worship, with their furniture and equipments, and the lots of ground thereto appurtenant and used therewith, so long as the same shall be used for that purpose only.

Cemeteries.

Cemeteries and graveyards set apart and used for the purpose of interring the dead.

The capital stock of all literary institutions and library associations and public lyceums.

Furniture.

All mechanics' tools, implements of husbandry, firearms, wearing apparel, private library, also household furniture to the value of one thousand dollars (\$1000.)

Assessment on all receipts above \$2000.

SEC. 3. *Be it further enacted, &c.*, That there shall be assessed and collected the sum of one-quarter of one per cent. on the annual gross sales or receipts of each and every person pursuing any trade, profession or occupation, whose annual receipts exceed the sum of two thousand dollars.

Capital Stock on

SEC. 4. *Be it further enacted, &c.*, That the capital stock of all

pro rata au nombre des pensionnaires, ou selon la quantité capable d'être reçue au taux de cinquante sous par an pour chaque pensionnaire.

Nulle personne tenant une taverne, un hôtel ou pension, ne paiera moins de dix ni plus de deux cents piastres par an. **Exceptions.**

Nulle personne tenant une pension ayant moins de dix pensionnaires ne sera sujette à payer de licence.

Chaque personne ayant plus d'un magasin, entrepôt, écurie de louage, boutique, presse à coton, piquerie ou autre établissement, ou si elle exerce plus d'une profession, métier ou affaire, paiera une licence sur chaque séparément.

Les colporteurs seront classés et paieront comme suit :

Lorsque voyageant avec plus de deux chevaux ils seront de première classe et paieront vingt piastres pour chaque licence. Lorsque voyageant avec deux chevaux ils seront de la seconde classe, et paieront dix-huit piastres pour chaque licence. **Colporteurs.**

Lorsque voyageant avec un cheval ils seront de troisième classe et paieront dix piastres pour chaque licence.

Lorsque voyageant à pied ils seront de quatrième classe et paieront cinq piastres.

SEC. 2. *Décrètent de plus, etc.*, Que les propriétés suivantes seront exemptées des taxes : **Propriété exemptée.**

Toutes les terres ou terrains avec les bâtisses, les améliorations ou bâtiments qui s'y trouvent, et toutes les autres propriétés appartenant aux États-Unis, à cet État, ou à une des paroisses de l'État.

Les maisons de ville, maisons des Conseils, les marchés et toutes les bâtisses et édifices publics, les places publiques et les terrains ouverts dans un but sanitaire pour l'usage ou l'ornement des villes et villages de cet État.

Les collèges, pensionnats et autres bâtisses, ayant pour but l'éducation, ainsi que les meubles, les appareils, les terrains y attachés, et dont ils se servent, pendant aussi longtemps qu'ils servent dans ce but seulement. **Collèges.**

Les hôpitaux publics, les asiles, les maisons des pauvres et toutes les Loges Maçonniques, des Odd Fellows, les institutions charitables pour secourir les indigents et les personnes malheureuses, et les terres y attachées, ainsi que tous les meubles, aussi longtemps qu'ils serviront dans ce but. **Hôpitaux, asiles, institutions.**

Les églises, les chapelles et toutes les autres bâtisses publiques servant au culte religieux, avec les meubles et ornements et les lots de terres qui en dépendent et dont on fait usage, aussi longtemps qu'ils serviront seulement dans ce but. **Eglises.**

Les cimetières dont on fait usage pour enterrer les morts.

Le fond capital des institutions charitables, littéraires et des associations de bibliothèques et tous les lycées publics. **Cimetières.**

Tous les outils des ouvriers, instruments arables, les armes à feu, les vêtements, les bibliothèques privées, les meubles de maison de la valeur de mille piastres (\$1,000). **Meubles.**

SEC. 3. *Décrètent de plus, etc.*, Il sera imposé et collecté une somme d'un quart d'un pour cent sur les ventes ou recettes brutes de chaque personne exerçant un métier, profession ou occupation quelconque, dont les recettes annuelles excèdent la somme de deux mille piastres. **Assesment sur toutes recettes au-dessus de \$2,000.**

SEC. 4. *Décrètent de plus, etc.*, Les fonds formant le capital des banques **Fonds capital**

Banking or Corporations.

banks or corporations doing business in this State, not expressly exempted from taxation by their charters, granted by this State, shall pay a tax of one-fourth of one per centum upon said capital stock only; also from each foreign insurance company, or insurer, not chartered by this State and transacting an insurance business herein, a tax of one per centum on the gross amount of the premiums earned each year.

SEC. 5. *Be it further enacted, &c.*, That there shall be levied an annual *ad valorem* tax of one-fourth of one per centum upon the assessed cash valuation of the following:

Assessment on Real Estate.

All lands and lots of ground lying within this State, owned or claimed by any person or corporation, whether patented or not, including in the assessment thereof the value of all houses, fixtures and improvements of every kind or value thereon or affixed thereto; all machinery, neat cattle, horses and mules, when attached to and used on a plantation or farm.

Animals.

All horses, mares, geldings, mules, jacks, jennies, and neat cattle, when not attached to and used on plantations or farms, and assessed in the value thereof.

Vehicles.

All carriages or vehicles kept for pleasure, use or hire.

Vessels.

Shares of stock, or interest in steamboats, ships, brigs, schooners and all other water-craft, whether at home or abroad.

All money loaned on interest.

Cotton.

On every four hundred pounds of cotton, a tax of one dollar; on every hogshead of sugar, a tax of fifty cents; on every barrel of molasses, a tax of twenty cents. Said cotton, sugar and molasses to be assessed and collected at the place of production.

Sugar.**Molasses.****Every person in business to make a statement to the Assessor of the same.**

SEC. 6. *Be it further enacted, &c.*, That it shall be the duty of every person, partnership or firm, doing, conducting or carrying on any kind of business, avocation or employment hereinbefore mentioned, to make a written statement to the State Assessor of the parish or district in which his place of business is located. Said statement to be verified by oath or affirmation, made to the Assessor of said parish or district, of the total amount of his, her or their gross sales, receipts, business transactions, income or productions, during the time for which such statement is to be made.

The gross receipt of 1865 includes only to July 1865.

SEC. 7. *Be it further enacted, &c.*, That the gross sales or receipts for the year 1865 shall only include that portion of the year to the first day of July of the present year, and thereafter all gross sales or receipts shall include the period between the first Monday of July of the preceding year, and the first Monday of July in the year in which the tax is assessed.

Locations of Assessors.

SEC. 8. *Be it further enacted, &c.*, That each Assessor shall hold his office at the seat of justice within his parish. The Assessors of the city of New Orleans shall have an office in the central part of the city, where returns may be made; and each of the Assessors of the several districts may have an office for their own and the public convenience within their respective districts, where they may require all returns to be made from all such persons as do not make them to the principal office. The Assessors, when not satisfied with the correctness of the annual statements made to them, shall have power to enforce the production, for their examination, of the books

ou des corporations faisant des affaires dans cet Etat, qui ne sont pas expressément exemptés des taxes pour leurs chartes octroyées par l'Etat, paieront une taxe d'un quart d'un pour cent sur le dit fonds capital seulement ; toutes les assurances étrangères ou assureurs étrangers qui n'ont pas de chartes de l'Etat, et faisant des affaires d'assurances dans l'Etat, paieront une taxe d'un pour cent sur le montant brut des primes gagnées dans l'année.

sur les banques
ou corporations.

Sec. 5. *Décrètent de plus, etc.*, Il sera imposé une taxe annuelle *ad volorem* d'un quart d'un pour cent sur la valeur assésée sur le pied du comptant de ce qui suit :

Toutes les terres et terrains situés dans cet Etat appartenant ou réclamés par toute personne ou corporation que ce soit en vertu de patentes ou autrement, l'assessement devra comprendre la valeur des maisons, les installations et améliorations y attachés de quelque nature ou valeur que ce soit, ou la valeur, toutes les machines, animaux domestiques, chevaux, mulets, à l'usage ou appartenant à une habitation ou ferme.

Assessement sur
propriété réelle.

Tous les chevaux, juments, chevaux hongres, ânes, ânesses, et non-attachés, et servant à l'usage d'une habitation ou d'une ferme et assésés avec la dite habitation ou ferme.

Animaux.

Toutes voitures ou véhicules, soit de plaisir, d'usage ou de louage.

Véhicules.

Actions ou intérêts dans les bateaux à vapeur, navires, bricks, goélettes et autres embarcations dans l'Etat ou au dehors.

Vaisseaux.

Tout argent prêté à intérêt.

Chaque quatre cents livres de coton, une taxe d'une piastre, sur chaque boucaut de sucre une taxe de cinquante sous, sur chaque baril de mélasse une taxe de vingt-cinq sous. La taxe sur le coton, le sucre et la mélasse, devant être imposée et collectée à l'endroit de production.

Coton, sucre,
mélasse.

Sec. 6. *Décrètent de plus, etc.*, Il sera du devoir de toute personne ou association faisant n'importe quel genre d'affaire ou ayant n'importe quelle occupation ci-dessus mentionnée, de faire un état écrit qu'elle remettra à l'Assesseur de la paroisse ou du district, où le siège de ses affaires se trouve. Cet état devra être appuyé du serment ou de l'affirmation fait à l'Assesseur de la paroisse ou du district du montant total des ventes brutes, des recettes des transactions commerciales, des revenus ou produits pendant le temps pour lequel le dit état doit comprendre.

Etat de toutes
affaires devant
être fait à
l'Assesseur.

Sec. 7. *Décrètent de plus, etc.*, Les ventes brutes et les recettes pour l'année 1865, ne comprendront que cette partie de l'année jusqu'au premier juillet de la présente année, après cela les ventes et recettes brutes seront comprises dans cette période du premier lundi de juillet 1865 de l'année précédente, et le premier juillet de l'année pendant laquelle la taxe est assésée.

Recettes brutes
de 1865.

Sec. 8. *Décrètent de plus, etc.*, Chaque Assesseur tiendra son bureau au siège de la Maison de Cour de la paroisse. Les Assesseurs de la Nouvelle-Orléans auront un bureau dans un endroit central de la ville où les retours seront faits, et chaque Assesseur des différents districts pourra avoir un bureau privé pour la convenance du public dans leurs districts respectifs où ils peuvent exiger que les retours soient faits par les personnes qui ne les font pas au bureau principal. Lorsque les Assesseurs ne sont pas satisfaits de la justesse des états annuels qui leur sont faits, ils auront le droit de demander la production, afin de les examiner, des livres et des comptes des personnes

Bureaux des
Assesseurs.

and accounts of the parties making such statements, and to issue subpoenas compelling the attendance of witnesses, and take their evidence, under oath or affirmation, the same as in courts of law.

To facilitate duties, every person may be interrogated.

Sec. 9. *Be it further enacted, &c.,* That each and every Assessor, in order to aid him in ascertaining the taxable property within his parish or assessment district, is authorized and required to interrogate, upon oath or affirmation, in every instance, each and every tax-paying inhabitant of his parish or assessment district, in the following particulars, viz :

Amount of goods sold.

1. The amount of goods, wares and merchandise sold by him, either as principal or agent, during the year ending on the 30th day of June, and including the last six months of the preceding year, except the year 1864.

Objects liable to be taxed.

2. All the objects of taxation described by law, liable to taxation, in his possession or under his control in any manner; and each person is required to furnish the Assessor with an exact list of such objects of taxation in his possession, by whatever title he may hold the same, which lists the Assessors shall deposit with the assessment rolls.

Oath.

Sec. 10. *Be it further enacted, &c.,* That the oath or affirmation shall be in the following words: "I, A B, do solemnly swear, or affirm, that the foregoing list, by me made out and signed, contains a correct statement of all the objects of taxation, as fixed by law, whether movable or immovable, corporeal or incorporeal, of which I am possessed, either in my own right or as an executor, tutor, curator, trustee, administrator, or agent, for others; and that the capital of every kind by me employed in trade does not exceed the sum of _____ dollars, according to the assessment list which has been exhibited to me. So help me God."

Estimates.

Sec. 11. *Be it further enacted, &c.,* That all real and personal estate, subject to taxation, shall be estimated at its full cash value, and in case of doubt, or at the demand of the owner, the Assessor shall be required to call to his assistance three freeholders, residing in the vicinity, to assess the same. All incorporeal property shall be valued according to the best information to be procured by the Assessor.

In case of the absence of the owner.

Sec. 12. *Be it further enacted &c.,* That in case the owner or occupant be absent, reside out of the parish or district, or be unknown to the Assessor, and does not appear within a proper time to render a list of the property and other objects of taxation, as provided in this act, it shall be assessed and valued by the Assessor according to the best of his information; and if the name of the owner of lands shall be unknown, he shall enter the land on the assessment roll in the name of _____, describing it by the range, township, section, &c.

Omissions.

Sec. 13. *Be it further enacted, &c.,* That if any tract or lot of land, or other property, shall be omitted in the assessment of any year or series of years, the same, when discovered, shall be assessed by the Assessor for the whole period for which the same may have been omitted, and shall be subject to the State and parish taxes which have been or may hereafter be assessed, in accordance with law.

The Auditor to furnish an assessment roll to the Assessor.

Sec. 14. *Be it further enacted, &c.,* That the Auditor of Public Accounts shall furnish to the Assessors in each parish an assessment roll, in which shall be set down, in separate columns, the objects of taxation, as fixed by law, the number of acres of land owned by

faisant les déclarations, et de lancer des subpoenas pour obliger, et forcer la présence des témoins, de prendre les témoignages sous serment, affirmation, de même qu'une cour de justice.

Sec. 9. *Décrètent de plus, etc.*, Chaque Assesseur, de manière à se faciliter les moyens de parvenir à connaître les propriétés taxables de la paroisse ou de son District, est autorisé et requis d'interroger sous serment ou affirmation, dans chaque cas, chacun des habitants payant des taxes de sa paroisse ou de son district, sur les choses suivantes, savoir :

Pour faciliter les devoirs.

1. Le montant des marchandises et denrées vendues par lui comme principal ou agent pendant l'année finissant le trente juin, et comprenant les derniers six mois de l'année précédente, excepté l'année 1864.

Montant des marchandises vendues.

Tous les objets taxables sujets à la taxe en sa possession ou sous son contrôle, de quelque manière que ce puisse être, et toute personne est requise de fournir à l'Assesseur une liste exacte des objets taxables qui sont en sa possession par quelque titre que cela soit, qui lui en donne la possession, laquelle liste les Assesseurs devront remettre avec les rôles d'assessement.

Objets taxables.

Sec. 10. *Décrètent de plus, etc.*, Le serment ou l'affirmation sera dans les mots suivants :

Serment.

"Je, A B, jure ou affirme solennellement que la présente liste faite et signée par moi contient un état correct des objets taxables, tant meubles qu'immeubles, corporels ou incorporels que je possède, soit comme propriétaire ou comme exécuteur, curateur, mandataire, administrateur ou agent, et que le capital par moi employé en quelque genre d'affaire que ce soit n'excède pas la somme de — piastres, d'après la liste d'assessement à moi exhibée. Que Dieu me soit en aide."

Sec. 11. *Décrètent de plus, etc.*, Toutes les propriétés réelles et personnelles sujettes à la taxe seront estimées à toute leur valeur pour du comptant, dans le cas de doute ou sur la demande du propriétaire, l'Assesseur sera requis d'appeler à son aide trois propriétaires fonciers résidant dans le voisinage afin d'assesser la propriété. Toutes les propriétés incorporelles seront évaluées d'après les meilleurs renseignements que pourra se procurer par l'Assesseur.

Evaluations.

Sec. 12. *Décrètent de plus, etc.*, Dans le cas où les propriétaires ou celui qui occupe sont absents ou résident hors de la paroisse ou district, ou sont inconnus à l'Assesseur et ne viennent pas dans le temps voulu donner la liste des propriétés ou des objets taxables ainsi que le pourvoit le présent Acte, l'évaluation sera faite par l'Assesseur d'après les meilleurs renseignements qu'il pourra se procurer, et si le nom du propriétaire de terres est inconnu, il le mettra sur le rôle d'assessement au nom de — donnant la description par la range, township, section, etc.

En cas d'absence du propriétaire.

Sec. 13. *Décrètent de plus, etc.*, Si une portion de terre, un lot de terre, ou toute autre propriété se trouvent ainsi dans l'assessement pendant une série d'années, lorsque cela sera découvert l'Assesseur en fera l'assessement pour tout le temps écoulé, et la portion de terre et le lot de terre seront aux taxes d'Etat et paroisse qui peuvent être assésées d'après la loi.

Omissions.

Sec. 14. *Décrètent de plus, etc.*, L'Auditeur des Comptes Publics fournira aux Assesseurs de chaque paroisse un rôle d'assessement qui contiendra en colonnes séparées les objets taxables ainsi qu'il est prescrit par la loi, le nombre d'acres de terre appartenant à chaque

Listes d'assessement fournies aux Assesseurs.

each individual, and the number of acres cultivated by him in sugar, cotton or rice. It shall contain additional columns for sugar, molasses, cotton and rice, and it shall be the duty of the Assessors, in making their assessments, to set down in its appropriate column the quantity of sugar, molasses, cotton and rice made by each planter during the past year.

Agents and
Principals to be
entered separate.

SEC. 15. *Be it further enacted, &c.,* That when a person shall be assessed as tutor, curator, executor, agent, or in right of his wife, or any other representative capacity, he shall be assessed as such, with the addition to his name of his representative fiduciary character, and such assessment shall be carried out in a separate line from his individual assessment.

Lands of non-
residents.

SEC. 16. *Be it further enacted, &c.,* That the lands of non-residents shall be designated in the same assessment roll, but in a part thereof separate from the other assessments, and in the manner prescribed hereafter.

Description of
property.

SEC. 17. *Be it further enacted, &c.,* That if the land to be assessed be a tract or a lot known by a name, or if the owner's name be known, it shall be designated by those particulars and by its boundaries; if it have no name or the name be unknown, and if the owner's name be unknown, it shall be designated by its boundaries alone. In all cities, towns or villages it shall be the duty of the Assessors to designate the number of the lot according to the plan of such cities, towns or villages, or according to the plat or plan of the squares, designating by what particular plat or plan; if no plat or plan is known of any city, town or village, or square within the same, it shall be lawful for the Assessor to describe it by the boundaries of the streets within which it is situated, giving in all cases the dimensions. The assessment in incorporated towns and villages shall be in separate columns, and shall designate the name of the streets on which the lots front.

SEC. 18. *Be it further enacted, &c.,* That they shall set in a separate column the owner's name if known, the description of the tract or lot and the valuation, as directed in the case of other lands, and shall place them in separate columns, whether the same be in cities, towns or villages.

In case of ab-
sence of owner
or agent.

SEC. 19. *Be it further enacted, &c.,* That in case the owner, occupant or agent of the property subject to tax be absent when the Assessor applies for a list of his property, it shall be his duty to leave a written or printed notice of his application with some person over the age of fourteen years, requiring the attendance of such absent person at some convenient place and time in the parish or assessment district, to be designated in the notice, with his list of properties; and in case of his failure to attend at such time and place the Assessor shall proceed as hereinafter provided.

Agents of Stock
Corporations to
make statements
to the Assessors.

SEC. 20. *Be it further enacted, &c.,* That the president, cashier, secretary, or agent of any moneyed or stock corporation, whether incorporated by this State or any of the United States, or by a foreign Government, shall on or before the 30th day of June of each year, make and deliver to the Assessors, or one of them, of the parish or district in which said company is liable to be taxed according to law, a written statement specifying under oath—

1. The real estate, if any, owned by such company, when the same is situated in this State.

individu, le nombre d'acres cultivé en sucre, coton ou riz. Le rôle aura des colonnes additionnelles pour le sucre, le coton et le riz, et il sera du devoir des Assesseeurs en faisant les assessements d'entrer dans les colonnes réservées la quantité de sucre, de mélasse, de coton et de riz faite par chaque planteur dans l'année écoulée.

SEC. 15. *Décrètent de plus, etc.*, Lorsqu'une personne sera assésée comme tuteur, curateur, exécuteur, agent ou pour les droits de sa femme, ou dans une capacité représentative, elle sera assésée comme telle, en ajoutant à son nom sa qualité, et l'assessement sera fait sur une autre ligne que celui qui lui sera personnel.

Agents et
principaux
entrés
séparément.

SEC. 16. *Décrètent de plus, etc.*, Les assessements des non-résidents seront faits sur le même rôle d'assessement, mais séparément des autres assessements et de la manière prescrite plus loin.

Terres des non-
résidents.

SEC. 17. *Décrètent de plus, etc.*, Si la terre à être assésée est connue sous un nom ou si le nom du propriétaire est connu, elle sera assésée comme telle, et par ses abornements. Si elle n'a pas de nom ou que le nom est inconnu, et si le nom du propriétaire est inconnu, elle sera seulement désignée par les abornements. Dans toutes les villes ou villages il sera du devoir des Assesseeurs de désigner le lot de terre d'après le plan des dites villes ou villages, ou d'après un croquis ou plan des ilets, il sera légal pour l'Assesseeur de désigner le lot de terre par les abornements des rues dans lesquelles il est enclavé et donnant dans tous les cas les dimensions. L'assessement dans les villes ou villages incorporés seront faits dans une colonne séparée, et donnera le nom des rues sur lesquelles les lots de terre font face.

Description de
la propriété.

SEC. 18. *Décrètent de plus, etc.*, Ils mettront dans une colonne séparée le nom du propriétaire s'il est connu, la description de la portion de terre et du lot, la valeur ainsi que pour les autres terres et les placeront dans les colonnes séparées, que ce soit dans les villes ou villages.

SEC. 19. *Décrètent de plus, etc.*, Si le propriétaire, l'occupant ou l'agent de la propriété se trouve absent lorsque l'Assesseeur demande la liste des propriétés il sera de son devoir de laisser une notice imprimée de sa demande à une personne au-dessus de l'âge de quatorze ans, requérant la personne absente de venir sans délai avec la liste de ses propriétés dans la paroisse ou district d'assessement. La notice devra contenir l'adresse de l'Assesseeur. Dans le cas où elle ne se rendrait pas l'Assesseeur procédera comme il est pourvu ci-après.

En cas d'absence
du propriétaire
ou agent.

SEC. 20. *Décrètent de plus, etc.*, Le Président, Caissier, Secrétaire ou agent d'une corporation financière ou d'une corporation par action qu'elle soit incorporée par cet Etat, par les Etats-Unis ou par un gouvernement étranger, devra faire et délivrer aux Assesseeurs le trente juin de chaque année ou avant, ou à l'un d'eux de la paroisse ou district où la dite compagnie est taxable d'après la loi, un état écrit spécifiant sous serment :

Les Agents d'une
corporation par
action devant
faire les états
aux Assesseeurs.

1. Les propriétés foncières appartenant à la compagnie et où elles sont situées dans l'Etat.

2. The capital stock actually paid in, and not vested in real estate.
3. The place of its principal business, or where its principal operations are carried on, or in which it is liable to be taxed.

How to enter such statements.

SEC. 21. *Be it further enacted, &c.,* That the Assessor shall enter all incorporated companies from which such statements shall have been received by them, and the property of such companies, in the assessment roll in the following manner: In the first column, they shall enter the name of the company liable to taxation on its capital or otherwise. In the second column, the quantity of real estate owned by the company and situated in their parish. In the third column, the actual value thereof, estimated as in other cases. In the fourth column, its capital stock paid in and its value, to be ascertained by the Assessor by the sales of its stocks, or in any other manner, and not vested in real estate situated within the State and then belonging to it. In the fifth column, they shall put the aggregate value for which the company is liable to be taxed; which value thus ascertained, shall constitute the amount on which the tax of such corporation shall be liable, except as is provided for by law.

When such Company is not incorporated in this State.

SEC. 22. *Be it further enacted, &c.,* That when the company is not incorporated in this State but is doing business through an agent, it shall be subject to all the provisions of the preceding section, except that it shall not be assessed on its capital stock, but shall be assessed on all its property owned, held or due in this State, whether it consists in real estate or personal property, money, bills of exchange, bonds, notes or accounts, or other evidences of debts.

Persons failing to furnish lists to Assessors.

SEC. 23. *Be it further enacted, &c.,* That if any person shall fail or refuse to give a list of his property, after the Assessor has applied for it as above provided, he shall assess the properties of such person according to his knowledge and the best information he can obtain in relation to it.

Assessors to make three copies of their rolls before a certain time.

SEC. 24. *Be it further enacted, &c.,* That the Assessors shall complete three fair copies of their assessment rolls, on or before the first Monday in October in each and every year, and shall affix to each a certificate under their hands and seals, to be certified by affidavits, to be taken before any Justice of the Peace, in the following words:

Oath to such rolls.

"I, A B, do solemnly swear or affirm that I have set down in the above assessment roll the names of all taxable persons residing within my parish or assessment district, and all the real estate, and other taxable property situate and being in the parish or district, (as the case may be,) according to the best of my information, and that I have assessed the same at what I believe to be the cash value; and the said assessment roll contains a true statement of taxable personal estate of each person named in the roll, as ascertained by the affidavit of such person, and that I have in all cases when practicable, interrogated on oath or affirmation each person marked on the rolls and assessed for property, in the form provided by law."

Notice to be given as soon as such rolls are completed.

SEC. 25. *Be it further enacted, &c.,* That the assessment rolls thus certified by affidavits shall, on or before the first Monday of October of each year, be opened in the office of each Assessor. And each Assessor shall immediately give notice, by advertisement posted in at least two public places in each parish or district, that they have opened their assessment rolls for inspection for thirty days, in order

2. Le fonds capital payé et non placé en propriétés.

3. L'endroit de ses affaires principales où les principales opérations sont faites et où elles sont sujettes à la taxe.

SEC. 21. *Décrètent de plus, etc.* Les Assesseeurs porteront toutes les compagnies incorporées desquelles ils auront reçu l'état ci-dessus, et les propriétés des dites compagnies, sur le rôle d'assessement de la manière suivante :

Manière d'entrer ces états.

Dans la première colonne ils mettront le nom de la compagnie sujette à la taxe sur son capital ou autrement. Dans la seconde colonne la quantité de propriétés appartenant à la compagnie et situées dans la paroisse. Dans la troisième colonne la juste valeur, l'estimation, devant être faite comme dans les autres cas. Dans la quatrième colonne son fonds capital payé et sa valeur qui devra être connue par l'assesseur par la vente des actions ou autrement, non placé en propriétés foncières, situées dans l'Etat et lui appartenant. Dans la cinquième colonne ils mettront la valeur pour laquelle la compagnie est taxable, et cette valeur ainsi reconnue sera le montant de la taxe due par cette torporation, excepté dans les cas prévus par la loi.

SEC. 22. *Décrètent de plus, etc.* Lorsque la compagnie n'est pas incorporée dans l'Etat, mais fait des affaires par l'entremise d'un agent, elle sera sujette aux prévisions de l'article précédent, excepté qu'elle ne sera pas assésée sur son fonds capital, mais sera assésée sur toutes les propriétés qu'elle possède ou qui lui sont dues dans l'Etat, qu'elles consistent en propriétés foncières ou personnelles, argent, lettres de change, obligations, billets, comptes ou autre preuve de dettes.

Lorsque la dite compagnie n'est pas incorporée.

SEC. 23. *Décrètent de plus, etc.* Si une personne refuse ou néglige de donner la liste de ses propriétés après que l'Assesseur en aura fait la demande, l'Assesseur procédera à assésier les propriétés de la personne d'après ses connaissances et d'après les meilleures informations obtenues.

Personnes manquant de fournir des listes aux Assesseeurs.

SEC. 24. *Décrètent de plus, etc.* Les Assesseeurs feront trois copies de leurs rôles d'assessement pour le premier lundi d'octobre ou avant de chaque année, et mettra à chacun d'eux un certificat signé et scellé devant être certifié par affidavits pris devant un Juge de Paix dans les mots suivants :

Les Assesseeurs devant faire trois copies de leurs rôles.

"Je, A B, jure ou affirme solennellement que j'ai porté dans le rôle d'assessement ci-dessus le nom de toutes les personnes taxables résidant dans ma paroisse ou district d'assessement, et toutes les propriétés foncières et autres propriétés taxables situées dans la dite paroisse ou district (selon le cas) d'après les meilleures informations. Que j'ai assésé les dites propriétés, à ce que je crois leur valeur au comptant, et que le dit rôle d'assessement contient un état correct des propriétés personnelles taxables de chaque personne nommée dans le rôle, y étant arrivé par l'affidavit des personnes, et que dans tous les cas où cela a été possible j'ai interrogé sous serment ou affirmation chaque personne marquée sur le rôle et assésée pour propriétés dans la forme prévue par la loi."

Serment.

SEC. 25. *Décrètent de plus, etc.* Les rôles d'assessement certifiés par affidavits seront ouverts dans le bureau de chaque Assesseur le premier lundi d'octobre ou avant de chaque année. Et chaque Assesseur devra donner notice par un avis placardé au moins dans deux places publiques de chaque paroisse ou district, qu'ils ont ouvert les rôles d'assessement pour être vérifiés pendant trente jours, de manière

Notice devant être donnée.

that any person aggrieved by such assessment may appeal and have the same corrected, if found incorrect.

In case of errors. SEC. 26. *Be it further enacted, &c.,* That any person considering himself aggrieved by any assessment, may within thirty days after it shall have been advertised, as required in the preceding section, make an appeal, in writing, stating particularly the correction required. On proof of the fact the Assessor shall have full power to correct errors.

Dispositions to be made with said rolls.

SEC. 27. *Be it further enacted, &c.,* That the Assessors shall retain one copy of the assessment rolls among the records of their office, and shall forward one to the Auditor of Public Accounts, and also deliver one to the Tax Collectors of each parish or district, with a warrant, under their hands and seals, commanding the Collectors of such parishes and districts to collect from the persons named therein the sums assessed to them respectively. They shall not issue the warrant for collecting, nor deliver the rolls to any person who may have been previously charged with the collection of public moneys, until he shall exhibit an order from the Auditor of Public Accounts.

In case of failure to make said rolls.

SEC. 28. *Be it further enacted, &c.,* That every Assessor who shall fail to deliver his assessment roll on or before the first day of January of each year, or to perform any other duty required of him by law, shall be deemed guilty of a misdemeanor in office, and, on conviction thereof, shall forfeit the commission allowed to him by law, and shall be discharged from office.

Compensation of Assessors.

SEC. 29. *Be it further enacted, &c.,* That the several Assessors shall receive annually, as a compensation, three per centum on the amount of taxes on property and gross receipts, and two per centum on the amount of taxes on trades, professions or occupations, to be paid in the manner provided by law, after the copy of the rolls to be lodged with the Auditor shall have been received by him. The compensation to which the Assessors may be entitled shall be paid on the warrant of the several Assessors, or Board of Assessors.

In case of failure from unavoidable cause to furnish said rolls

SEC. 30. *Be it further enacted, &c.,* That any Assessor who may fail, from any unavoidable cause, to make his assessment, or his return thereof, within the time required by law, shall present his affidavit of that fact to the Recorder, Justice of the Peace, or to the Parish Recorder, as the case may be, setting forth the causes of his failure, which statement shall be certified to be true, by two witnesses of the parish; and before completing assessment and making return of the same, according to law, he shall be entitled to receive the compensation allowed to him by law, in the same manner as if the assessment and return had been made within the time required by law; and it shall be the duty of the Recorder, Justice of the Peace or Parish Recorder to grant him his warrant accordingly, which shall be accompanied by the affidavit aforesaid, and it shall set forth the unavoidable causes of failure; then the Auditor shall allow the Assessor the amount of the warrant.

Failure to give bond and security.

SEC. 31. *Be it further enacted, &c.,* That if any person, elected or appointed to the office of Assessor, shall fail to give bond and security, according to law, before he shall have entered upon the duties of his office or refuse to serve, or die, or remove out of the parish, or shall be disabled from entering upon or completing the duties of his office, by sickness or otherwise, the Governor shall forthwith appoint an Assessor for the unexpired term of office, who

qu'une personne lésée par l'assessement puisse faire appel et faire corriger si l'on trouve qu'il est incorrect.

SEC. 26. *Décrètent de plus, etc.*, Toute personne se trouvant lésée par un assessement peut, dans les trente jours d'avis, ainsi qu'il est requis dans la section précédente, faire un appel par écrit établissant les corrections demandées. Sur la preuve du fait l'Assesseur aura plein pouvoir de corriger les erreurs. En cas d'erreurs.

SEC. 27. *Décrètent de plus, etc.*, Les Assesseurs conserveront une copie du rôle d'assessement parmi les archives de leurs bureaux et en enverront une à l'Auditeur des Comptes Publics et en délivreront une aux Collecteurs de chaque paroisse ou district, un warrant signé et scellé d'eux commandant aux Collecteurs des paroisses ou districts de collecter des personnes nommées dans les rôles les sommes qui sont assésées. Ils ne lanceront aucun warrant pour la collection ni ne délivreront les rôles à aucune personne qui n'a pas encore été chargée de la collection des fonds publics jusqu'à ce qu'elle exhibe un ordre de l'Auditeur des Fonds Publics. Dispositions à faire.

SEC. 28. *Décrètent de plus, etc.*, Tout Assesseur qui manquera de délivrer son rôle d'assessement le premier de janvier, ou avant, de chaque année ou de remplir tout devoir requis de lui par la loi, sera considéré comme étant coupable de malversation, et sur condamnation il perdra la commission qui lui est allouée par la loi et perdra sa place. Manque de faire les rôles

SEC. 29. *Décrètent de plus, etc.*, Les différents Assesseurs recevront annuellement comme compensation trois pour cent sur le montant des taxes, sur les métiers, professions ou occupations. Cette compensation sera payée de la manière prescrite par la loi et après que la copie du rôle, devant être donnée à l'Auditeur, aura été par lui reçue. La compensation à laquelle les Assesseurs ont droit sera payée sur le mandat des Assesseurs ou par le bureau des Assesseurs. Compensation des Assesseurs.

SEC. 30. *Décrètent de plus, etc.*, Si un Assesseur manque pour cause inévitable de faire son assessement ou son retour dans le temps prescrit par la loi, il fera son affidavit du fait devant le Recorder, Juge de Paix ou recorder de paroisse, ainsi que cela sera, établissant les causes de son manquement. Cette déclaration devra être certifiée comme vraie par deux témoins de la paroisse avant d'avoir terminé l'assessement et fait le retour d'après la loi, il aura droit de recevoir les émoluments que la loi lui accorde de la même manière que si l'assessement et le retour avaient été faits dans le temps requis par la loi, et il sera du devoir du Recorder ou Juge de Paix ou Recorder de paroisse, de lui accorder son mandat qui devra être accompagné de l'affidavit ainsi que dessus, contenant la cause inévitable. L'Auditeur donnera à l'Assesseur le montant du warrant. En cas de manquement pour cause inévitable.

SEC. 31. *Décrètent de plus, etc.*, Si une personne élue ou nommée à la place d'Assesseur manque de fournir son obligation ou sa caution d'après la loi, avant d'entrer en fonctions, ou refuse de servir, meurt, quitte la paroisse ou est incapable de remplir les devoirs de sa place pour cause de maladie ou autrement, le Gouverneur nommera immédiatement un Assesseur pour le terme non-expiré qui devra fournir la même garantie et sera soumis aux mêmes pénalités et aux Manque de fournir la caution et la sécurité.

shall give the like security and be subject to the like penalties and duties as the one in whose place he was appointed, and receive a like compensation; but such appointment shall not discharge the former Assessor or his securities from any liability incurred by them. The several Assessors shall pursue the form and follow the instructions that may be transmitted to them by the Auditor of Public Accounts, in the execution of their duties.

Instructions
from Auditor.

Taxes assessed
on property are
declared a lien.

SEC. 32. *Be it further enacted, &c.,* That the taxes assessed by law on the property of any person or corporation, are hereby declared a lien and privilege on the real property of such person or corporation, to date from the first Monday in July of the year for which they may be assessed, any alienation thereof or encumbrance thereon notwithstanding; and shall exist in favor of the State and parish for the respective amount of taxes assessed for each for two years, and shall be paid by preference to all mortgages and other encumbrances.

Enumeration of
youths to be
made of both
sexes, by
Assessors.

SEC. 33. *Be it further enacted, &c.,* That it shall be the duty of the Assessors of the different parishes of the State, on or before the first Monday of October, 1865, and every two years thereafter, to make an accurate enumeration of all the youth in their respective parishes, between the ages of six and eighteen years, designating the number of each sex between those ages, in each of the school districts into which the parish may be divided; which enumeration shall be made at the time the State taxes are assessed. The Assessors shall make out duplicate lists of the enumerations so made, and deliver one to the Parish Superintendent and the other he shall immediately transmit to the State Superintendent of Public Education.

Compensation
for such duty.

They shall receive a compensation of five dollars for every hundred children enumerated, to be paid out of the General School Fund, when they shall present to the Auditor a receipt from the State Superintendent for such list of enumeration.

Contrary laws
are repealed.

SEC. 34. *Be it further enacted, &c.,* That all laws or parts of laws contrary to or inconsistent with the provision of this act be the same are hereby repealed.

SEC. 35. *Be it further enacted, &c.,* That this act shall take effect from and after its passage.

SIMEON BELDEN,
Speaker of the House of Representatives.

LOUIS GASTINEL,
Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved April 4, 1865.

J. MADISON WELLS,
Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

S. WROTNOWSKI,
Secretary of State.

No. 56.]

AN ACT

Relative to Pilots.

Number of Pilots

SECTION 1. *Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana in General Assembly convened,* That the